

N° 5226²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt
du Centre de Recherche Public-Santé à Luxembourg**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(29.4.2004)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président; M. Fred SUNNEN, Rapporteur; M. Jeannot BELLING, M. Niki BETTENDORF, M. Jean-Pierre KOEPP, M. Nico LOES, M. Jos SCHEUER, M. John SCHUMMER, Mme Renée WAGENER, M. Lucien WEILER et M. Georges WOHLFART, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 21 octobre 2003, la Ministre des Travaux publics a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, du texte du projet de loi, de plusieurs annexes concernant le programme des travaux de construction, le devis estimatif des dépenses y relatives ainsi que la fiche récapitulative relative aux coûts de consommation et d'entretien annuels.

En date du 1er octobre 2003, le projet de loi a été transmis au Conseil d'Etat, qui a rendu son avis le 16 mars 2004.

Dans la réunion du 14 janvier 2004, la Commission des Travaux publics a désigné Monsieur Fred Sunnen comme rapporteur du projet de loi. Au cours de la réunion du 19 avril 2004, la Commission a procédé à un examen approfondi du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été analysé et adopté dans la réunion du 29 avril 2004.

*

2. OBJET DU PROJET

Le projet de loi prévoit la construction d'un bâtiment regroupant sur le terrain situé derrière le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) toutes activités du CRP-Santé. Le bâtiment projeté sera organisé en fonction de ces activités et divisé en quatre entités: les laboratoires de recherche, les bureaux des chercheurs, les bureaux administratifs des différentes entités ainsi que les salles de conférences, cafétéria et bibliothèque. Le programme de construction prévoit enfin les installations sanitaires, électriques et de chauffage, de climatisation et de ventilation ainsi que des installations techniques spécifiques (cuisine, centrale à air comprimé, azote liquide, ...) nécessaires au fonctionnement correct des activités scientifiques et administratives projetées.

*

3. PRESENTATION DU CRP-SANTE

Au Grand-Duché de Luxembourg, la recherche médicale et biomédicale trouve ses origines dans la création d'un nouveau genre d'établissements publics de la santé, dans les années 70, et ceci plus particulièrement dans le contexte de la création du Centre Hospitalier de Luxembourg et du Laboratoire National de Santé. Ces établissements obtinrent la particularité statutaire que des missions de recherche et d'enseignement leur furent conférées par leur cadre légal respectif. Le Centre de Recherche Public-Santé (CRP-Santé) était donc une suite logique des établissements susmentionnés, permettant par sa création, de dynamiser et d'institutionnaliser la recherche dans le domaine de la santé au Grand-Duché.

Le CRP-Santé a été créé par le règlement grand-ducal du 18 avril 1988 qui est basé sur la loi du 9 mars 1987.

Le CRP-Santé est chargé d'entreprendre des activités de recherche, de développement et de transfert de technologies visant à promouvoir le progrès scientifique ou l'innovation technologique. Il a en outre pour objet de promouvoir, tant sur le plan national qu'international, le transfert des technologies et la coopération scientifique et technique entre les centres de recherche luxembourgeois et/ou étrangers ainsi que les entreprises.

*

4. LES ACTIVITES DU CRP-SANTE

Le CRP-Santé est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du Ministre de la Santé et du Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il a comme mission la coordination et l'organisation de la recherche en santé publique, en médecine et en biologie humaine.

Le CRP-Santé a comme objet l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public, de même que le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public.

Les activités du CRP-Santé se fondent sur les compétences en épidémiologie, biologie cellulaire, biologie moléculaire, génétique, génomique, bioinformatique, systèmes en santé, et des technologies, en général, des sciences de la vie.

Dans le cadre du développement de l'Université de Luxembourg en particulier, le CRP-Santé entend jouer un rôle actif en favorisant toute initiative allant dans le sens de la promotion des synergies aboutissant à une amélioration de l'enseignement et de la recherche.

Dans les domaines des sciences médicales et de la promotion de la santé humaine, les missions du CRP-Santé sont les suivantes:

- stimuler et entreprendre des activités de recherche et développement;
- réaliser des activités de coopération scientifique et technique et de transfert de technologie entre les secteurs public et privé;
- conseiller les entreprises et établissements lors de la mise en oeuvre de technologies nouvelles;
- favoriser la création de nouvelles activités économiques;
- constituer, tenir à jour et rendre accessible aux intéressés toute documentation utile sur les programmes de coopération internationale en matière de recherche et développement.

Dans le cadre de sa politique de développement, le CRP-Santé a dû s'adapter à d'incessants nouveaux besoins en tant qu'acteur de la recherche, de la santé, de l'économie et dans la société.

Soucieux de relever les grands défis de la biologie, le CRP-Santé se doit:

- d'être un acteur dans le renforcement de l'interdisciplinarité en relation avec les autres CRP-Santé, respectivement l'Université de Luxembourg;
- d'être un acteur actif dans la coordination inter-organismes des Sciences du vivant en santé;
- de développer le partenariat, en particulier avec l'enseignement supérieur et l'industrie;
- de promouvoir l'émergence de jeunes chercheurs et de contribuer au renforcement du département des sciences au sein de la nouvelle université.

Avec le séquençage du génome, une nouvelle ère de recherche, celle de l'après-génome est en train de s'ouvrir aux biologistes. Face à cette révolution, le CRP-Santé est obligé à développer des approches de recherche beaucoup plus intégrables, visant à replacer le rôle des gènes au niveau des grandes fonctions de l'organisme.

Enfin, le CRP-Santé entend également jouer un rôle actif et en partenariat dans le développement d'un futur accélérateur d'entreprises (business accelerator) dans les domaines biomédical et biotechnologique, afin de conjuguer les collaborations communautaires et industrielles, d'assurer la défense de ses intérêts et le respect de ses missions et enfin, de valoriser les résultats de ses recherches.

Ceci touche les recherches visant à mettre au point de nouveaux diagnostics et de nouvelles thérapies médicales ou à créer de nouvelles techniques d'instrumentation médicale.

*

5. LA STRUCTURE ET LES OBJECTIFS DU CRP-SANTE

En 2000, le CRP-Santé a entamé sa restructuration fonctionnelle qui permet de définir clairement les priorités des années à venir. Les activités reposent ainsi sur un ensemble de quatre piliers, à savoir la recherche, la santé, les biotechnologies ainsi que l'administration générale.

5.1. Le Département de Recherche

En qualité d'Institut de Recherche, le CRP-Santé a pour champ de compétences tous les domaines fondamentaux, cliniques ou appliqués de la recherche-santé. Vu sa croissance, le CRP-Santé intègre aujourd'hui une dizaine de structures de recherche et de types d'activités, comptant un effectif dépassant 120 personnes. La majeure partie des chercheurs est engagée dans des missions d'enseignement auprès d'établissements nationaux comme le CUNLUX et d'établissements universitaires en Belgique, France et Allemagne. Un des grands enjeux pour l'avenir résidera dans la capacité de mobiliser des équipes sur des thématiques pluridisciplinaires. Cette orientation est promue d'une manière importante par le programme de recherche „Biotechnologie Santé“ du Fonds National de la Recherche. Dans le contexte de l'internationalisation de la recherche, on peut citer le projet de coopération entre la Fédération de Russie et le Grand-Duché de Luxembourg qui permettra à la fois de collaborer dans le domaine de la santé publique, et de tirer le meilleur profit des compétences scientifiques et technologiques existant de part et d'autre.

5.2. Le Département de Santé

Au cours de l'année 2000, le CRP-Santé a pu développer d'une manière importante un deuxième pilier dans sa structure, à savoir le Département de Santé, qui regroupe aujourd'hui plusieurs structures et projets. Le Département de Santé est ainsi constitué des différents centres de ressources, à savoir:

- Le Centre de Ressources en Epidémiologie et Systèmes d'Informations Sanitaires (CRESIS);
- Le Service d'analyse des systèmes et des services de santé (SASSS);
- Le Centre de Prévention, Recherche, Etudes et Evaluations européennes dans le domaine de la Santé (PREEDS).

Au travers de PREEDS, le CRP-Santé gère les agences suivantes:

- L'Observatoire des Drogues et des Toxicomanies (OEDT);
- Agence Européenne pour l'évaluation des Médicaments (EMEA).

5.3. Le Département des Biotechnologies

Depuis l'année 2000, le CRP-Santé s'est lancé dans l'aventure du développement d'un accélérateur d'entreprises (business accelerator), qui a comme ambition non seulement d'accueillir dans le domaine des biotechnologies et du biomédical des entreprises en phase de démarrage, mais aussi des entreprises déjà établies. Cet accélérateur proposera par son partenariat un service d'encadrement d'affaires qui permet de réduire le coût de démarrage des entreprises tout en guidant les entrepreneurs vers les meilleures ressources humaines et financières disponibles.

5.4. L'Administration générale

Vu l'essor des activités des dernières années, il est évident que le travail administratif a augmenté en conséquence. Ce phénomène s'explique, d'un côté, par l'augmentation du nombre des projets à gérer, et, de l'autre côté, par la volonté de transformer cette administration en véritable prestataire de services pour toutes les structures du CRP-Santé. En 2001, l'administration générale comptait 5 personnes pour gérer une soixantaine de projets de recherche et une centaine de salariés. Sans le concours ponctuel d'autres structures partageant les locaux avec l'administration générale, cette charge de travail n'aurait pas pu être maîtrisée.

Par ailleurs, l'éparpillement géographique des structures du CRP-Santé ne simplifie pas les tâches du personnel administratif.

En prenant en considération, d'une part, l'essor formidable de la recherche biomédicale au Grand-Duché de Luxembourg par le CRP-Santé et, d'autre part, la situation désastreuse des infrastructures de recherche biomédicale du CRP-Santé qui ne répondent plus aux exigences et normes établies, les principaux motifs pour la construction d'un nouveau bâtiment pour le CRP-Santé résultent de la nécessité:

- d'une infrastructure fonctionnelle et flexible, adaptée et adaptable aux activités en progression permanente;
- d'une surface appropriée afin d'éviter la dispersion géographique connue jusqu'à ce jour;
- de locaux répondant aux exigences et normes en matière de sécurité et de qualité relatives à des laboratoires de recherche;
- de domicilier le CRP-Santé sur le site du Centre Hospitalier de Luxembourg, vu le nombre d'activités conjointes qui existent entre ces deux institutions et dans un souci de synergie et d'économie résultant de la mise en commun de ressources humaines et matérielles;
- de restituer progressivement des locaux mis à la disposition du CRP-Santé par le Centre Hospitalier de Luxembourg, le Centre Universitaire de Luxembourg et le Laboratoire National de Santé depuis 1989.

*

6. PARTIE URBANISTIQUE ET ARCHITECTURALE

Le terrain préconisé pour la construction du futur laboratoire du CRP-Santé est situé derrière le Centre Hospitalier de Luxembourg. L'ensemble très vitré propose à tout moment une vue panoramique sur la Ville de Luxembourg, avec en avant-plan les bois des collines sur le Rollingergrund et à l'arrière-plan les tours des bureaux du Kirchberg. Afin de tenir compte de la piste d'envol et d'atterrissage des hélicoptères du service d'urgences du Luxembourg, une nouvelle piste est projetée avec le CHL à proximité de l'entrée des services d'urgence de l'hôpital. Le nouveau bâtiment sera divisé en différents volumes qui correspondent à des niveaux d'utilisation différents, allant des bureaux administratifs aux bureaux des chercheurs pour arriver aux laboratoires à proprement parler.

Les espaces flexibles des laboratoires sont caractérisés par un environnement propre et sont équipés d'un nombre important d'appareils sophistiqués et d'installations techniques perfectionnées qui permettent de faire face à la constante évolution des différents domaines, techniques et supports de recherche.

Les recherches effectuées dans ces laboratoires se font dans des environnements protégés et sécurisés, de niveaux de confinement différents: L1 (sans risques de contamination), L2 (risques de contamination faibles) et L3 (hautement infectieux). Les prescriptions de sécurité et les procédures étant régulièrement mises à jour, le bâtiment devra présenter la flexibilité nécessaire pour pouvoir s'adapter et intégrer les futures réglementations.

Les bureaux des chercheurs sont caractérisés par un environnement plus calme et moins technique, comportant les ordinateurs nécessaires au travail de rédaction et d'analyse de données. Suite à l'évolution rapide de la recherche scientifique, il est très important que ces institutions soient ouvertes vers le monde extérieur. Au sein même du CRP-Santé, les lieux d'échanges organisés (salles de réunion et de conférences) sont complétés d'espaces de rencontres non organisés (centres de distribution courrier, cafétéria, aires de circulation), afin de favoriser le phénomène de „cross-fertilisation“, c'est-à-dire

les échanges de vue spontanés d'expériences, d'informations et de réflexions. Le projet vise ainsi à faire disparaître les limites de chaque département de recherche. Les chercheurs ne devront plus évoluer cloî-trés dans leur laboratoire, mais entrer en interaction avec leurs collègues.

A part la grande flexibilité des laboratoires, les alimentations techniques sont partagées étage par étage ce qui permettra d'éviter la contamination d'un département de recherche à un autre via les gaines et alimentations techniques. De même, chaque étage va disposer de ses propres installations de ventilation pour que les flux d'air et fluides ne se croisent pas. Tous les laboratoires seront cloisonnés coupe-feu et étanches à l'air par rapport aux circulations principales, ce qui permettra de créer un environnement ouvert pour toutes les activités hors laboratoires sans compartimentages autres que pour les locaux techniques.

*

7. ORGANISATION DU BATIMENT

Les activités de laboratoire sont subdivisées en „dedicated labs“, en „floorfacilities“ et en „core facilities“ ce qui permet de limiter les risques (produits et appareillages dangereux), les charges calorifiques et les nuisances sonores dans les grands laboratoires. Dans les „core facilities“ implantés au rez-de-chaussée seront regroupés les laboratoires et les machines, communs à tous les départements et dont la faible fréquence d'utilisation, le niveau très sophistiqué des équipements et les coûts d'acquisition ne justifient pas l'installation à chaque étage. Ces équipements sont destinés à servir également des recherches et analyses extérieures: par exemple pour des chercheurs ou pour des médecins ne faisant pas partie dudit Centre, mais pouvant tirer profit, dans l'exercice de leurs activités, des équipements très sophistiqués, inexistant ailleurs. Au niveau -2 (rez-de-jardin) seront situés la source de césium pour les travaux avec des produits radioactifs et les „supporting facilities“, qui sont des espaces de recherche complémentaires aux laboratoires des étages et qui accueilleront en partie le „vivarium“.

Les bureaux pour les chercheurs seront aménagés en dehors des laboratoires de façon à favoriser le phénomène de „cross-fertilisation“. Les bureaux administratifs et instituts de santé seront construits en face des bureaux des chercheurs. Les salles de conférences et la cafétéria seront regroupées au 5e niveau, une bibliothèque au niveau -1.

*

8. PARTI CONSTRUCTIF ET INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les chapitres du projet de loi relatifs à la construction et aux installations techniques étant très exhaustifs, le rapporteur renvoie aux précisions fournies par les documents parlementaires No 5226. Il faut toutefois retenir que le programme de construction mise sur les énergies renouvelables par la mise en place d'énergies renouvelables par un système garantissant la récupération d'eau pluviale et le refroidissement adiabatique de l'air.

*

9. PREMIERS EQUIPEMENTS

Les programmes de recherche du futur CRP-Santé sont très diversifiés. On peut ainsi citer les programmes de recherche en biologie cellulaire et moléculaire appliquée en immunologie, rétrovirologie, allergologie, oncologie et recherche vasculaire. Les techniques utilisées dans les laboratoires de recherche médicale et biomédicale, qui peuvent être subdivisés en „core facilities“, comprenant les „supporting facilities“, les „floor facilities“, les „dedicated laboratories“ et les „general laboratories“, sont très exigeantes. Le respect des différentes législations sur l'environnement, la santé et la sécurité pour les différents laboratoires implique des investissements budgétaires importants:

- Pour l'installation de l'infrastructure des laboratoires et les équipements de sécurité;
- Dans les „core facilities“, l'équipement high-tech très coûteux est destiné à l'utilisation générale. Une zone spéciale adaptée aux techniques sensibles aux vibrations et mouvements est prévue, ainsi que l'installation d'une chambre froide générale;

- Dans les „floor facilities“, tous les départements auront accès aux installations prévues au rez-de-chaussée, c'est-à-dire les chambres de culture cellulaire, les locaux de stérilisation et de décontamination;
- Les chambres chimiques, les chambres froides, les chambres noires, les microscopes fluorescents et les laboratoires isotopes;
- Les „dedicated laboratories“ seront dédiés aux techniques spécifiques des divers départements. Les techniques utilisées sont les spectrophotomètres, les microscopes, PCR, HPLC ou FPLC, électrophorèse, synthèse et des robots.

*

10. DEVIS ESTIMATIF

Le devis estimatif du projet de loi s'élève à 73.000.000 euros. Une somme de 12.350.000 euros y est réservée pour les équipements spéciaux. Le coût total annuel de consommation et d'entretien s'élève à 3.259.000 euros. Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

*

11. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Quant à la dépense totale occasionnée par les travaux et autres équipements couverts par le présent projet de loi, le Conseil d'Etat estime qu'il est évident qu'elle ne peut dépasser la somme de 73.000.000.– euros, sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux. De ce fait, tout dépassement du devis estimatif doit faire l'objet d'une autorisation par voie législative.

Tout en appréciant la distinction opérée par les auteurs du projet de loi entre, d'une part, le coût total des dépenses et, d'autre part, la partie du coût total qui est réservée aux équipements spéciaux, le Conseil d'Etat est toutefois à se demander si une telle démarche ne se révélera finalement pas trop contraignante dans la pratique.

*

12. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Au sujet du regroupement des activités du CRP-Santé dans le nouveau bâtiment, les représentants du Ministère de la Santé ont signalé que le projet répond intégralement aussi bien aux besoins du CRP qu'aux exigences des normes internationales. Le nouveau bâtiment dispose, de par son envergure, encore d'une certaine réserve en matière de locaux. Le site du CRP-Santé permet également une extension de l'ordre de 45% au maximum du projet initial.

Il est également précisé que le bâtiment sera construit près du Centre hospitalier, qui est également actif dans des domaines de recherche similaires. La Commission se réjouit de constater que les activités du CRP-Santé englobent une nouvelle mission, à savoir celle de pépinière d'entreprises, dans les biotechnologies en particulier.

Au niveau des diverses collaborations du CRP-Santé, il est rappelé que presque tous les projets du CRP sont réalisés en coopération avec des organismes étrangers. Le CRP-Santé collabore également étroitement avec le Laboratoire National de la Santé.

Au sujet de la sécurité, le bâtiment comprendra des dispositifs efficaces aussi bien en matière d'évitement des intrusions que de protection du personnel et des données. En ce qui concerne le projet d'instauration d'une salle de fitness initialement prévue, il est précisé que l'Inspection générale des Finances n'a pas donné son accord, de sorte que le projet sera abandonné.

La Commission se rallie aux observations faites par le Conseil d'Etat, également en ce qui concerne les modifications rédactionnelles proposées. La Commission n'est toutefois pas en mesure de compléter l'intitulé et l'article 5 du projet de loi tel que proposé par le Conseil d'Etat, vu que contrairement à ce

qu'affirme la Haute Corporation, en vue de régulariser la situation foncière, chose qui n'avait pas été finalisée comme souhaité par la loi du 10 décembre 1975 créant l'établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg, un acte de cession gratuite du terrain de l'Etat et de la Ville de Luxembourg au profit du CHL sera dressé. A la suite de cet acte, le CHL cèdera alors gratuitement, à titre de bail emphytéotique à l'Etat, les terrains nécessaires pour la construction du CRP-Santé.

*

13. TEXTE DU PROJET DE LOI

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Travaux Publics recommande à la Chambre des Députés de voter le projet sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé à Luxembourg

Art. 1er.— Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre hospitalier de Luxembourg.

Art. 2.— Les dépenses engagées au titre du projet visé à l'article 1er ne peuvent pas dépasser le montant de 73.000.000.— euros. Ce montant correspond à la valeur 569,61 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2002. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Art. 3.— Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Art. 4.— Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Art. 5.— Les anciens numéros 39/3103, 40/50, 40/5372, 45/3105 et 47/5101, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section F de Merl-Nord, correspondant à la parcelle 40/5384, inscrite au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoF de Merl-Nord, sont rayés de l'annexe de la loi du 10 décembre 1975 portant création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg.

Luxembourg, le 29 avril 2004

Le Rapporteur,
Fred SUNNEN

Le Président,
Nicolas STROTZ

